



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté portant autorisation environnementale concernant le confortement de la grande digue du large de Cherbourg relevant de la Loi sur l'eau (rubrique n° 4.1.2.0-1 de la nomenclature) exploité par le service d'infrastructure de la défense Nord-Ouest et situé sur le territoire de la commune de Cherbourg-en-Cotentin (Manche)

Le ministre des Armées,

- Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII de son livre Ier, les titres I et II de son livre II et le titre Ier de son livre V ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), notamment la rubrique n° 4.1.2.0-1 ;
- Vu l'arrêté du 23 février 2001 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations, ouvrages travaux ou activités et des installations classées pour la protection de l'environnement au sein des organismes relevant du ministère de la défense ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 26 juillet 2024 transmis par message officiel par le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Ouest, relatif au projet de confortement de la digue du large de Cherbourg (Manche) ;
- Vu le message officiel de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées en date du 29 juillet 2024 accusant réception du dossier au guichet unique ;
- Vu la décision SEVS-SDPP2-21-03-042 en date du 10 mars 2021 du Commissariat Général au développement durable (CGDD), après examen au cas par cas, de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale ;
- Vu l'avis n° 2024-766 en date du 23 août 2024 du pôle gestion du littoral au sein du service mer et littoral de la DDTM de la Manche indiquant que les travaux permettront à la digue de jouer son rôle de protection contre les risques de submersion marine qui pourrait entraîner des conséquences importantes sur les activités portuaires et de manière plus générale sur la population Cherbourgeoise ;
- Vu l'avis n° DSP-SE-A179-2024-CT en date du 3 septembre 2024 de l'agence régionale de santé (ARS) Normandie ;

- Vu l'arrêté préfectoral n°24-231-NB en date du 8 novembre 2024 portant ouverture de la participation du public par voie électronique (PPVE) sur la demande d'autorisation environnementale, organisée du 12 décembre 2024 au 27 décembre 2024 ;
- Vu la synthèse des observations du public émise le 6 janvier 2025 par les services de la préfecture et certifiant l'absence de remarques du public dans le registre électronique de consultation du public (pref-lagrandediguedularge-cherbourg-ppve@manche.gouv.fr) ouvert pendant toute la durée de la PPVE ;
- Vu la délibération n° DEL2024_367 en date du 18 décembre 2024 du conseil municipal de la commune de Cherbourg-en-Cotentin sur laquelle se situe le projet de travaux ;
- Vu les remarques de l'exploitant sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 10 janvier 2025 pour observations éventuelles ;
- Vu l'information faite par l'inspecteur des installations classées au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Manche en date du 4 février 2025 ;
- Considérant qu'en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement : « *Sont soumis à autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter gravement atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux peuplements piscicoles. [...]* » ; que, conformément aux dispositions de l'article L. 181-3 de ce code, « *I. - L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas* » ;
- Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ; qu'il a pour objectif le confortement de la grande digue du Large au nord de la Grande Rade de Cherbourg ;
- Considérant que les travaux consistent à consolider l'ouvrage existant par une recharge en enrochement du talus, un entretien des maçonneries (rejointoiement, comblement de cavité, injonction dans des fissurations...) et une sécurisation (réparation de garde-corps, dépose d'éléments métalliques obsolètes...) ;
- Considérant la décision susvisée, après examen au cas par cas, du Commissariat général au développement durable (CGDD) dispensant d'évaluation environnementale le projet de confortement de la digue du Large de Cherbourg-en-Cotentin, motivée par les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur l'environnement proposées par l'exploitant ;
- Considérant les modalités de déroulement du chantier et les mesures prises en vue de la protection de l'environnement marin, notamment prévues aux articles 3.1. et 3.2. du présent arrêté ;
- Considérant que les effets sur l'environnement du projet envisagé sont minimisés autant que possible par l'ensemble des mesures prévues par le dossier et/ou prescrites ci-après, notamment par les articles du titre 2 du présent arrêté ;
- Considérant que le projet est compatible avec le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 ;
- Considérant les conditions de remise en état du site à la fin des travaux ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves spécifiées par le présent arrêté ayant pour but de sauvegarder les intérêts visés aux articles L. 211-1 et suivants du code de l'environnement susvisé.

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées,

Arrête :

TITRE I - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Article 1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

Monsieur le Directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Ouest (SID N-O), domicilié à l'adresse Quartier Margueritte, BP 14, 35 998 Rennes Cedex 9, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à entreprendre les travaux de confortement de la grande digue du Large de Cherbourg-en-Cotentin (Manche).

1.2 Objet du présent arrêté

Le présent arrêté autorise les travaux en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Ces travaux relèvent des rubriques annexées à l'article R. 214-1 du code de l'environnement suivantes :

Libellé de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Rubrique	Régime	Rayon d'affichage (km)
Confortement de la Grande digue du large	Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 1° D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros (A) ;	4.1.2.0-1	A (budget estimé à 3,6 M€)	/

En l'absence d'arrêté de prescriptions générales pour les travaux soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 4.1.2.0-1 de la nomenclature, les prescriptions de l'arrêté du 23 février 2001 susvisé s'appliquent en tant que prescriptions particulières pour les travaux d'aménagement portuaires relevant de la rubrique n° 4.1.2.0-1 de la nomenclature, objet du présent arrêté, eu égard à leur caractère adapté au projet, sous réserve qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les travaux seront réalisés conformément :

- aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation et ses compléments dans la version déclarée recevable ;
- aux dispositions et prescriptions techniques du présent arrêté ;
- aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales mentionné ci-dessus.

Les travaux sont prévus sur un programme de 5 ans avec trois campagnes de travaux en 2025, 2027 et 2029.

Article 2. Description des travaux du projet

Le présent arrêté autorise la réalisation des travaux sur la grande digue du Large de Cherbourg-en-Cotentin. Les travaux visent à consolider l'ouvrage existant par une recharge en enrochement du talus, un entretien des maçonneries (rejointoiement, comblement de cavité, injection dans des fissurations, etc.) et une sécurisation (réparation de garde-corps, dépose d'éléments métalliques obsolètes, etc.).

Chaque tranche de travaux se décompose selon les opérations suivantes :

- Une phase 1 comprenant l'acheminement de 4 000 à 5 000 tonnes d'enrochements : le contrôle qualité en carrière, les manutentions et levages, les pesées en carrière, le transport, l'entreposage et le contrôle pondéral de chaque bloc sur la jetée du Homet ;
- Une phase 2 comprenant le chargement sur un moyen nautique adapté, le transport maritime, le déchargement et la pose des 4 000 à 5 000 tonnes d'enrochements disposés sur le talus extérieur de la branche Ouest ainsi que la réalisation des divers travaux d'entretien de la maçonnerie et de sécurisation des ouvrages de la digue du Large.

TITRE II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 3. Prescriptions relatives aux opérations et travaux

3.1 Prescriptions générales

La nature des matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi ne doivent pas être à l'origine d'une contamination des milieux terrestres ou aquatiques.

Les conditions de réalisation des travaux doivent permettre de limiter le départ de matériaux vers les milieux, et en particulier vers le milieu marin.

L'entreprise chargée des travaux mettra en place et tiendra à jour un carnet de bord dans lequel seront consignées les opérations réalisées.

Les opérations de nettoyage, d'entretien, de réparation, de ravitaillement des engins ainsi que le stockage des matériaux et du matériel seront effectués à l'intérieur d'aires spécifiques prévues pour ces seuls usages et strictement délimitées. Ces aires seront aménagées et utilisées de façon à ne générer aucun risque sur les milieux. Des capacités de rétention seront systématiquement utilisées pour le stockage des produits chimiques et des hydrocarbures.

Toutes les mesures sont prises pour la collecte, le tri, l'évacuation et le traitement des sous-produits solides et liquides générés par les opérations de chantier conformément à la réglementation en vigueur. La traçabilité des déchets est mise en place. Des moyens sont mis en place pour le recueil, le traitement et l'évacuation des eaux de lavage, des eaux issues de la fabrication des bétons, des huiles usagées et des hydrocarbures.

Un document sera établi, exposant la mise en œuvre du tri des déchets sur site, les filières de traitement, le suivi et la traçabilité, les moyens humains et matériels. Un « responsable environnement » sera désigné par le SID Nord-Ouest et chargé de veiller au respect des procédures de gestion des déchets. Ce document intégrant les bordereaux de suivi des déchets sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

Conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement et à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant les contenus des registres déchets, terres excavées et sédiments, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ses déchets. Ce registre est conservé au moins trois ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

Pour tout enlèvement de déchet dangereux et conformément aux dispositions des articles R. 541-43 et R. 541-45 du code de l'environnement, l'exploitant utilise le télé service « Trackdéchets » pour émettre un bordereau de suivi électronique du suivi des déchets dangereux dans la base de données spécifique mise en place par le ministère chargé de l'environnement. Les récépissés de saisie, attestant de la prise en charge des déchets par un transporteur puis par un éliminateur, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

Un « plan d'urgence pour l'environnement » sera établi avant le début des travaux, afin de définir les procédures à mettre en œuvre en cas d'accident. Un kit anti-pollution destiné à contenir et réduire rapidement une pollution accidentelle à base d'hydrocarbures, devra être prévu sur le site.

Le bénéficiaire de l'autorisation informera l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées, au moins quinze jours avant, de son intention d'engager les travaux de la phase 2. Il communiquera le programme détaillé des opérations accompagné d'un planning de réalisation.

Un « coordinateur environnemental », chargé du contrôle de la mise en œuvre des mesures environnementales, sera désigné par le titulaire du marché de travaux. Il sera chargé de faire établir un plan d'assurance environnement (PAE) et de suivre sa mise en œuvre. Ce PAE comprendra les mesures prévues en cas de pannes ou accident pouvant provoquer une pollution. Un bilan de fin de chaque phase de chantier sera communiqué à l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées. Les bilans seront notamment constitués des remontées de preuves du respect des mesures mises en place dans le cadre de la séquence « Eviter – Réduire – Compenser » (ERC) du dossier de demande d'autorisation ainsi que des relevés d'incidents durant le chantier. Ils seront utilement illustrés de photographies. Un bilan de fin de chantier reprendra l'ensemble des bilans de chaque campagne de travaux et synthétisera la manière dont le volet environnemental a été traité sur le chantier, en rappelant les mesures prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté.

Un plan de circulation des engins de chantier, notamment des barges, devra être établi en accord avec les autorités du site afin de réduire au maximum les nuisances inhérentes à leurs déplacements.

L'entreprise retenue pour la réalisation des travaux se conformera aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux engagements figurant dans le dossier d'autorisation environnementale susvisé.

3.2 Prescriptions spécifiques du milieu marin

Les mesures de réduction des nuisances pour le milieu marin seront mises en place conformément au dossier de demande (choix du moment de la journée en fonction des marées).

L'ensemble des mesures et des actions entreprises sont consignées sur un cahier de chantier. Tout élément aidant à la compréhension des mesures y sera également porté. Les informations de ce cahier seront communiquées à la demande de COMNOR et de la base navale de Cherbourg. Ces deux entités seront informées en cas d'incident ou d'accident susceptible d'impacter le milieu.

Ces mesures seront consignées dans le compte rendu de chantier et pourront, à tout moment, être communiquées à la demande de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

L'activité nautique, hors zone travaux, se poursuivra nominale.

3.3 Nuisances sonores

Les travaux auront lieu en journée dans la plage horaire 7h00 – 20h00. Aucun travail de nuit n'est autorisé, sauf dérogation ponctuelle.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés pour les travaux à l'intérieur du site, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Livre V – titre VII du code de l'environnement. Ils sont construits, équipés et exploités de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne, marine ou tellurique, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

L'usage des klaxons et haut-parleurs est interdit (sauf danger immédiat), les phases bruyantes de travaux seront concentrées dans le temps, l'usage de matériels insonorisés sera privilégié.

Les niveaux limites de bruit engendré par les travaux ne doivent pas dépasser en limite de chantier, pour la période de jour (allant de 7h00 à 20h00, sauf dimanche et jours fériés) un niveau compris entre soixante-dix et quatre-vingts dB(A).

3.4 Pollution atmosphérique

Le bénéficiaire s'assurera que tous les engins et matériels de chantier sont conformes à la réglementation en matière d'émissions atmosphériques. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les émissions de poussières sur le site (bâches, arrosage, etc.).

TITRE III - CONDITIONS GENERALES

Article 4. Conformité au dossier et modifications

Les travaux, objet de la présente autorisation, sont réalisés, conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles R. 214-18, L.181-14, R.181-46 du code de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires pourront être fixées dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Si les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation est invité à déposer une nouvelle demande qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive.

Article 5. Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable, conformément à l'article L.181-22 du code de l'environnement.

Faute du bénéficiaire de se conformer aux prescriptions énumérées aux articles du présent arrêté, le retrait ou la suspension de la présente autorisation sera prononcé ; le bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour faire disparaître tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique.

Article 6. Durée de l'autorisation

Le début effectif des travaux doit intervenir au maximum 12 mois à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Article 7. Déclaration des incidents ou accidents

En cas d'incident ou d'accident susceptible d'impacter le milieu, le bénéficiaire de l'autorisation doit interrompre les opérations et prendre les dispositions nécessaires, afin de limiter les effets sur le milieu naturel et éviter qu'ils ne se reproduisent. Il déclare les faits dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées, conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement.

Article 8. Contrôle

La réalisation des travaux est soumise au contrôle de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

Article 9. Droit des tiers – autres réglementations

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-6 du code de l'environnement, les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 1962

TITRE IV - CONTROLE - DELAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITE - EXECUTION

Article 10. Publicité

En application de l'article R. 181-55 du code de l'environnement, le présent arrêté est communiqué au préfet de la Manche qui effectue les formalités de publicité prévues par l'article R. 181-44 du même code :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Cherbourg-en-Cotentin fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Manche, l'accomplissement de cette formalité ;
- l'arrêté est adressé au conseil municipal de Cherbourg-en-Cotentin ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Manche pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen, sis 3 rue Arthur-Leduc, 14 000 Caen ou au moyen de l'application Télérecours (www.telerecours.fr) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
 - l'affichage en mairie ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du ministre des armées dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le recours administratif ou contentieux d'un tiers à l'encontre de cette décision doit être notifié, sous peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux :

- à l'auteur de la décision, la direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement ;
- et au bénéficiaire de la décision, le SID Nord-Ouest.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir dans les conditions prévues par l'article R. 181-1 du code de l'environnement, notamment par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt de recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

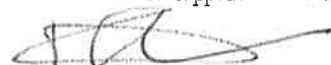
Article 12. Exécution

La directrice des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, le préfet de la Manche et le chef de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 avril 2025

Pour le ministre et par délégation

L'Adjointe au Sous-directeur des risques,
de l'environnement et du développement durable



Emma DOUSSET